

## RETRAITES : LES CONCESSIONS DE L'EXÉCUTIF

► Le premier ministre devait exposer mercredi les détails de son projet de réforme visant à remplacer les 42 régimes actuels de retraite par un système universel par points

► Après six jours de grèves dures dans les transports publics, et face à une protestation sociale menaçant de s'inscrire dans la durée, l'exécutif a choisi la voie du compromis

► Il n'est plus question d'assainir, dès 2025, les comptes du nouvel ensemble. Un délai supplémentaire devrait être accordé

► En renonçant dans l'immédiat à des mesures d'économies, le gouvernement donne satisfaction à la CFDT



Edouard Philippe et Emmanuel Macron, à l'Élysée, le 17 avril. JEAN CLAUDE COUTASSE POUR LE MONDE

► Les générations nées avant 1975 ne seront pas concernées par la réforme, alors que le rapport Delevoye retenait l'année 1963

► La transition sera plus longue pour les régimes spéciaux, s'appliquant suivant les cas aux générations 1980 ou 1985

► Dès 2022, les jeunes qui entreront sur le marché du travail cotiseront au régime universel

► Le nouveau régime reposera sur un « dispositif bonus-malus » autour d'un âge pivot

► Les partenaires sociaux, à qui devrait être confié un rôle central dans la gestion du système, devront définir les modalités de ce paramètre

PAGES 8 À 11

### Brexit Boris Johnson favori des élections

LES BRITANNIQUES DEVAIENT voter, jeudi 12 décembre, pour la troisième fois en quatre ans, afin de renouveler la Chambre des communes. La lassitude des électeurs est grande, mais le scrutin est crucial : si Boris Johnson et les conservateurs décrochent la majorité, avec 326 sièges, le Brexit aura bien lieu le 31 janvier 2020.

Une victoire des travaillistes semble très incertaine, en raison

notamment des hésitations et de la personnalité très controversée de son leader, Jeremy Corbyn : la communauté juive s'inquiète d'ailleurs de « l'antisémitisme institutionnalisé » du Parti travailliste.

Les opposants au Brexit sont très partagés : faut-il voter pour les démocrates libéraux (Lib-Dem), au risque de disperser le vote et de permettre la victoire

d'un tory ? Ou élire tactiquement un travailliste, mais avec la perspective d'aboutir à un *hung Parliament*, un Parlement sans majorité, et risquer de nouveaux mois d'incertitudes ?

Les sondages, ces trois dernières semaines, donnaient Boris Johnson en avance de dix points, mais l'écart se resserre singulièrement à la veille du scrutin

PAGES 2-3

### Reportage Sur la base endeuillée de Gao, un vide s'est installé

Les opérations continuent de rythmer la vie de la base française du nord du Mali. Mais la mort des treize soldats instille le doute chez des militaires. Le combat sera très long, dit Jean-Yves Le Drian

PAGE 4 ET ENTRETIEN PAGE 5

### Violences conjugales Faut-il lever le secret médical ?

FAUT-IL DÉROGER AU SECRET professionnel en cas de violences conjugales ? Quelque 220 000 femmes sont victimes de violences chaque année, mais moins d'une sur cinq porte plainte. Une proposition de loi de deux députés (LRM) entend permettre aux professionnels de santé de

faire un signalement au parquet sans l'accord de la victime - cette possibilité existe déjà pour les mineurs et les personnes vulnérables. De nombreux médecins y voient « une fausse bonne idée » qui risque de briser le lien de confiance avec leurs patients

PAGE 13

**Biodiversité**  
Plus de 30 000 espèces menacées, dix qui voient leur statut s'améliorer

PAGE 7

**Environnement**  
Retour au Teil, en Ardèche, un mois après le séisme

PAGE 12

**Sélection**  
Pour les fêtes, les coffrets avec toute la musique qu'on aime

PAGES 24-25

### LE REGARD DE PLANTU



Il faut que tu sois "clair" et "compris de tous"!

JE ME METS À LA RETRAITE!

Très drôle!

### Tribune Von der Leyen : pour un « green deal » européen sur le climat

La présidente de la Commission européenne expose son « pacte vert », destiné à faire de l'Europe le premier continent neutre sur le plan climatique

IDÉES - PAGE 30

ÉDITORIAL  
L'OMC EN ÉTAT DE MORT CÉRÉBRALE

PAGE 33

BURÖV • DIVA • DUVIVIER • FAMA  
LEDLUX • NEOLOGY • STEINER  
STRESSLESS®

### VENTES PRIVÉES

sur les plus grandes marques de canapés du 05/12 au 07/01  
(sur présentation de l'annonce)

**EspaceTopper®**  
Meubler Familiale depuis 1980

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M<sup>2</sup> D'ENVIES !  
Paris 15<sup>e</sup> • 7/7 • M<sup>o</sup> Boucicaut • P gratuit

63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40 | 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81  
Literie, armoires lits, dressings, gain de place, chambres juniors, mobilier contemporain :  
toutes nos adresses sur [www.lopper.fr](http://www.lopper.fr)

# Un acte d'accusation à double détente contre Trump

Pour les démocrates, «abus de pouvoir» et «entrave à la bonne marche du Congrès» justifient l'impeachment

WASHINGTON *correspondance*

Donald Trump a désormais toutes les chances de devenir le troisième président de l'histoire des États-Unis mis en accusation par la Chambre des représentants. Après deux mois d'auditions menées dans le cadre de l'enquête en vue de sa destitution, les élus démocrates de la Chambre ont dévoilé, mardi 10 décembre, les deux chefs d'accusation à l'encontre du locataire de la Maison Blanche : «abus de pouvoir» et «entrave au travail du Congrès».

Un temps envisagée, l'accusation de «corruption» a finalement été abandonnée. Les deux qualifications retenues ont été jugées «faibles, très faibles», par le principal intéressé, pour qui toute la procédure relève de la «chasse aux sorcières» et de la «masquerade».

Sur un ton solennel, soulignant le caractère historique de cette annonce, Jerry Nadler, le président démocrate de la commission des affaires juridiques de la Chambre, a pourtant assuré que le président, en «faisant pression sur l'Ukraine pour qu'elle intervienne dans notre élection présidentielle de 2020» avait «porté atteinte à la sécurité nationale, affaibli l'intégrité des élections et violé son serment au peuple américain».

## «Une attitude de défi»

Au terme de l'enquête ouverte après les inquiétudes soulevées par un lanceur d'alerte suite à l'échange téléphonique entre le président des États-Unis et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, le 25 juillet, les élus ont établi que M. Trump avait subordonné le déblocage d'une aide militaire à Kiev ainsi qu'une invitation à la Maison Blanche à l'ouverture d'investigations visant l'ancien vice-président démocrate Joe Biden, l'un de ses potentiels adversaires lors de l'élection présidentielle de 2020.

La commission des affaires juridiques de la Chambre a aussi tenu à souligner l'obstruction «in-



Jerry Nadler, président démocrate de la commission des affaires juridiques de la Chambre, à Washington, le 10 décembre. A. HANCOCK

«recontrée par les élus tout au long de la procédure, justifiant ainsi l'accusation d'«entrave» à la bonne marche du Congrès. Le président Trump a opté pour une attitude de défi sans précédent, catégorique et sans discrimination contre l'enquête», a ainsi affirmé M. Nadler. En refusant de transmettre des documents et en empêchant ses collaborateurs d'être entendus par les élus, il a démontré qu'il resterait «une menace pour la Constitution» s'il était autorisé à rester au pouvoir, insiste le texte de mise en accusation.

Une charge sérieuse, qui suggère que les démocrates, à l'instar d'Adam Schiff, le président de la commission du renseignement de la Chambre, redoutent que M. Trump «triche encore lors de la prochaine élection». Ils s'inqui-

ent depuis plusieurs mois de la manière dont le président américain bafoue, selon eux, le principe de «check and balances», l'équilibre des pouvoirs et le contrôle qu'il implique entre les différentes branches. «Il doit donc être destitué et interdit de toute autre fonction» au service des États-Unis, conclut la résolution.

Mais il est peu probable que les démocrates parviennent à leurs fins. S'il est acquis que la Chambre des représentants, où ils détiennent la majorité, vote dans les prochains jours la mise en accusation du président, il est en revanche quasiment exclu que le procès qui s'ouvrira ensuite au Sénat, détenu par les républicains, débouche sur la destitution. Il faudrait qu'une vingtaine d'élus du Grand Old Party (GOP)

rejoignent les rangs démocrates pour parvenir à la majorité des deux tiers nécessaires à une condamnation. Mardi, l'entourage de M. Trump s'est dit certain de voir le président «totalement disculpé». Avant lui, seuls Andrew Johnson, en 1868, et Bill Clinton, en 1998, ont connu un tel parcours ; en 1974, Richard Nixon, lui, avait démissionné avant le vote de la Chambre.

Avec cette procédure de destitution, les démocrates ont aussi voulu dénoncer la «méthode» Trump et ses efforts pour «couvrir ses propres méfaits à répétition». Le texte de la mise en accusation souligne que les actions révélées dans l'affaire ukrainienne «étaient cohérentes avec les invitations précédentes faites par le président Trump à des pays étran-

gers pour interférer dans les élections américaines». Une allusion aux ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016 et à la manière dont le locataire de la Maison Blanche s'est efforcé de discréditer l'enquête menée sur ce sujet par le procureur spécial Robert Mueller.

## Polarisation renforcée

Ces accusations sont régulièrement rejetées par M. Trump, pour qui les démocrates n'ont enclenché cette procédure «ridicule» que parce que «c'est le seul moyen pour eux de gagner» en 2020, a-t-il une nouvelle fois affirmé, mardi soir, lors d'un meeting en Pennsylvanie.

A un an de l'élection présidentielle, il est difficile de prévoir quel sera l'impact de ces débats

**Il est quasiment exclu que le procès au Sénat, détenu par les républicains, débouche sur la destitution**

sur le vote des électeurs. Mais il apparaît d'ores et déjà que cette séquence historique de la vie politique américaine a renforcé la polarisation parmi les élus et au sein de l'électorat. La question de la destitution suit avec constance la ligne de fracture entre républicains et démocrates. Selon le dernier sondage de la Quinnipiac University, publié mardi, 51 % des Américains se prononcent contre la destitution (95 % des républicains) et 45 % pour (83 % des démocrates).

La procédure n'a toutefois pas eu les mêmes effets dans les deux camps. Alors qu'elle a suscité des discussions chez les démocrates, divisés notamment sur l'opportunité de se lancer dans une telle aventure sans accord bipartisan ou sur l'ampleur des accusations, elle a resserré les rangs côté républicain. Depuis le début de l'enquête et lors des nombreuses auditions, les élus du GOP ont présenté un front uni en défense du président.

Marquée par la plus grande défiance entre les camps démocrate et républicain, la journée de mardi a aussi donné lieu à un accord bipartisan, devenu rare sous l'administration Trump, sur le traité de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (USMCA). Une manière pour la Chambre de représentants, Nancy Pelosi, de montrer sa volonté d'œuvrer pour le bien du pays et de rassurer les électeurs en pleine procédure de destitution. Quitte à accorder une victoire symbolique au président que son parti s'efforce de destituer. ■

STÉPHANIE LE BARS

## SOMALIE

### Cinq morts dans l'attaque d'un hôtel à Mogadiscio

Cinq personnes ont été tuées, trois civils et deux membres des forces de sécurité, lors de l'attaque, mardi 10 décembre, dans la capitale Mogadiscio, de l'hôtel SYL par un commando islamiste chabab. Les

assaillants, vêtus d'uniformes de police, ont ouvert le feu et fait usage de grenades, déclenchant la riposte des forces de protection. Les cinq membres du commando ont également été tués, selon la police. C'est la quatrième fois depuis 2015 que l'hôtel SYL est visé par une attaque des (Chabab - AFP)

## Investi président, le péroniste Alberto Fernandez promet de redresser l'Argentine

Le pays est plongé dans une grave crise économique après le mandat de Mauricio Macri

BUENOS AIRES *correspondance*

Bravant la chaleur étouffante qui s'est abattue sur Buenos Aires, des dizaines de milliers de personnes ont commencé très tôt à affluer, mardi 10 décembre, vers la place de Mai. Equipés de stocks de bouteilles d'eau, les partisans d'Alberto Fernandez ont entamé une longue attente devant la Casa Rosada, le palais présidentiel, pour accueillir son nouvel occupant.

C'est un moment historique pour notre pays», jubile Martina Aredez, étudiante en histoire. Originaire de la province de Tucumán, la jeune femme a fait vingt heures de route pour venir fêter l'investiture d'Alberto Fernandez et de sa vice-présidente, Cristina Fernandez de Kirchner (à la tête du pays entre 2007 et 2015), dans la capitale argentine. «On sent qu'Alberto nous écoute, qu'il prend la jeunesse au sérieux», affirme Rocío Gonzalez, 22 ans, qui milite dans le même mouvement de gauche que Martina. De fait, le gouvernement désigné par Alberto Fernandez a un

profil plus jeune que celui de son prédécesseur, le libéral Mauricio Macri - qui brigua un second mandat mais a été battu dès le premier tour de la présidentielle par M. Fernandez, le 27 octobre.

Composé de personnalités «qui renvoient une image de modération», selon le politologue Facundo Cruz, ce gouvernement reflète aussi les différentes tendances du péronisme présentes au sein du Frente de Todos («le front pour tous»), la très large coalition péroniste de centre gauche qui a permis à M. Fernandez l'emporter.

## Obtenir des consensus

«Les membres de ce gouvernement viennent de courants politiques très différents, mais ils savent que la situation est si complexe qu'ils doivent rester unis», estime Paula Clerici, professeure de sciences politiques à l'université Torcuato de Tella et à l'université de Buenos Aires. Conscient du besoin d'obtenir des consensus avec une opposition loin d'être décimée, Alberto Fernandez a, durant son discours d'investiture au Congrès, appelé de ses vœux «l'union de toute l'ar-

gentine pour construire un nouveau contrat social citoyen».

«Aujourd'hui, il est plus nécessaire que jamais de redresser l'Argentine», a déclaré le nouveau président, dressant une longue liste des maux dont souffre le pays, qui traverse une grave crise économique et sociale. Explosion de la pauvreté, hausse du chômage, inflation à son plus haut niveau depuis 1991. Parlant de «chiffres terrifiants», il a proposé un «plan intégral de lutte contre la faim».

Sans citer son prédécesseur, M. Fernandez a déclaré que l'administration précédente avait mené l'Argentine «au bord du défaut de paiement». Il a assuré qu'il rembourserait la dette contractée par le pays mais chercherait à obtenir des délais auprès des créanciers. En commençant par le Fonds monétaire international, qui a octroyé 45 milliards de dollars de prêts à l'Argentine (40,6 milliards d'euros) «Il est impossible de payer la dette sans retrouver la croissance», a-t-il prévenu.

Après plus d'une heure de discours au Congrès, Alberto Fernandez a regagné la Casa Rosada, devant laquelle il a trouvé une place

noire de monde. Les grilles entourant le palais présidentiel, installées sous le gouvernement de M. Macri, avaient été retirées quelques jours plus tôt, tout un symbole. «Cette place grillagée avait créé de la division», a de fait affirmé Cristina Fernandez de Kirchner, qui a parlé la première, mardi soir, sur une immense scène dressée devant la Casa Rosada pour l'occasion. A 66 ans, l'ancienne présidente jouit toujours d'une grande popularité au sein d'une partie de la population, et ce malgré ses mises en examen dans plusieurs affaires de corruption.

Mardi soir, prenant la parole à son tour, M. Fernandez s'est montré plus uni que jamais avec sa vice-présidente : «Par folie, nous nous sommes éloignés, mais nous nous sommes ensuite retrouvés», a-t-il déclaré, en référence aux tensions passées entre lui et l'ex-présidente - désaccords qui l'avaient conduit à démissionner de son poste de chef de cabinet en 2008. Le nouveau président a promis de s'employer à construire «une société meilleure». Avant de conclure : «Au travail!» ■

AUDE WILLIERS-MORIAMÉ

## APPEL D'OFFRES - AVIS D'ENQUETE



01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

Avis d'Appel d'Offres International  
ASECNA/ERNAM/1901/2019

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan des Services et Equipements (PSI) 2018-2022, l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'Offres International Ouvert pour l'acquisition des équipements didactiques de sûreté de l'aviation pour le centre AVSEC-DACI de l'Ecole Régionale de la Navigation Aérienne et de Management (ERNAM).

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté sur le site web de l'ASECNA ([www.asecna.aero](http://www.asecna.aero)) et retiré à partir du Mercredi 18 Décembre 2019 contre le paiement obligatoire d'une somme non remboursable de Deux Cent Mille Francs (200.000) Francs CFA ou Trois Cent Cinq Euros (305 €) en espèces ou par chèque barré à l'ERNAM (ASECNA), Dakar au Sénégal, Tél. : 33 869 51 13, adresse électronique : [contact@ernam.org](mailto:contact@ernam.org) à la Délégation de l'ASECNA à Paris (DELP), 75 Rue la Boétie - 75008 Paris - France, Téléphone : +33 1 44 95 07 07 ou dans les Représentations de l'ASECNA auprès des Etats membres (DCRP).

La date limite de remise des offres à l'ERNAM (ASECNA), Route de l'Aéroport militaire Léopold Sédar Senghor - en face du hangar des pèlerins - Dakar au Sénégal est fixée au Mardi 28 janvier 2020 à 11 heures (T.U.). Toute offre arrivée hors délai ne sera pas acceptée. Toute offre déposée à tout endroit autre que le secrétariat de l'ERNAM ne fera pas l'objet de soumissionnaire et ne sera pas prise en compte. L'investiture des offres en séance publique devant les soumissionnaires (ou leurs représentants) qui le désirent, aura lieu le même jour (Mardi 28 janvier 2020) à 12 heures (T.U.) dans la salle de réunion de la Médiathèque à l'ERNAM (ASECNA).

Le Chef d'Établissement ERNAM